

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Rendu Exécutoire
Publication et ou Notification
Le 3 DEC 2021
Le Directeur Général Adjoint

2024/00779

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DE LA VILLE D'ALÈS

Service : Occupation du

Domaine Public Tél: 04.66.56.11.23 Réf: MM/FB/LB/24.374

<u>Objet</u> : Autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique en application de l'article L3334-2 du Code de la Santé Publique

Le maire de la ville d'Alès,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2214-4, L2122-28 et L2542-8;

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L3321-1 et L3334-2 et L3335-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2020-199-001 du 17 juillet 2020 portant règlement général de police des débits de boissons dans le département du Gard ;

Vu l'arrêté n°2024/00770 en date du 3 décembre 2024 portant dérogation aux horaires de fermeture des bars, restaurants permanents et temporaires durant la période des fêtes de fin d'année selon un calendrier établi ;

Considérant l'organisation du traditionnel marché de Noël sur le parvis du théâtre le Cratère du 4 au 31 décembre 2024 ;

Considérant la demande présentée par la société RCS SAMANTHA BODY SHOP, représentée par sa gérante, Mme Marguerite MINNITI, de proposer ou vendre des boissons du 3^{ème} groupe, du mercredi 4 au mardi 31 décembre 2024, sur le marché de Noël organisé sur le parvis du théâtre Le Cratère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1:

La société RCS SAMANTHA BODY SHOP, représentée par sa gérante, Mme Marguerite MINNITI, sise 133 rue de la Poste - 30160 Gagnières, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire, du mercredi 4 au mardi 31 décembre 2024, sur le parvis du théâtre Le Cratère, à l'occasion du traditionnel marché de Noël.

ARTICLE 2:

L'autorisation d'ouverture du débit de boissons temporaire est conditionnée, le cas échéant, à l'autorisation préfectorale d'organisation de la manifestation.

ARTICLE 3:

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes 1 et 3 définis à l'article L3321-1 du Code de la santé publique.

Les horaires d'ouverture et de fermeture du débit de boissons seront soumis à la réglementation en vigueur au moment de la manifestation.

ARTICLE 4:

Monsieur le commissaire divisionnaire de police, chef de la circonscription de sécurité publique Alès - Saint Christol Les Alès, Monsieur le directeur général de la ville d'Alès et Monsieur le directeur de la police municipale d'Alès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Alès, le 3 [JEC 2024

Max ROUSTAN

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nimes ou d'un recours gracieux auprès de la ville d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformérment aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr